

**COURS ET TRIBUNAUX****ACTES DE PROCEDURE****Ville de Kinshasa****Acte de notification d'un arrêt****R.const. 245**

L'an deux mille vingt et un, le vingtième mois d'octobre ;

A la requête de Monsieur le Greffier en Chef de la Cour constitutionnelle ;

Je soussigné Gérard Kabongo, Huissier près la Cour constitutionnelle ;

Ai notifié au :

1. Journal officiel de la République Démocratique du Congo, sis avenue Lukusa, à Kinshasa/ Gombe l'arrêt rendu en date du 13 novembre 2020 par la Cour constitutionnelle dans l'affaire sous R.const. 245 ;

Et pour qu'il n'en prétexte l'ignorance ;

Etant au siège de Journal officiel de la République Démocratique du Congo au bureau du service courriers à Kinshasa/Gombe ;

Et y parlant à Monsieur Charles Mpia, Chargé de courriers ainsi déclaré ;

Laissé copie de mon présent exploit ainsi que celle de l'arrêt sus vanté.

Dont acte	coût...FC	Huissier
-----------	-----------	----------

**Arrêt****R.const. 245**

La Cour constitutionnelle, siégeant en matière de contrôle de constitutionnalité, a rendu l'arrêt suivant :

Audience publique du treize novembre deux mille vingt ;

En cause

Exception d'inconstitutionnalité soulevée par Monsieur Rachid El Chaer dans la cause RCA 9979 pendante devant la Cour d'appel de Kinshasa/Matete.

A l'audience publique du 07 janvier 2016, la Cour d'appel de Kinshasa/Matete appela la cause RCA 9979 pour recevoir plaidoirie des parties, et elle renvoya ladite cause à celle du 10 février 2016 pour communication de la cause au Ministère public et lecture de l'avis écrit de ce dernier ;

Qu'à l'appel de la cause à l'audience publique du 10 février 2016, la Cour d'Appel de Kinshasa/Matete clôtura les débats et prendra la cause en délibéré ;

Qu'au cours de son délibéré, la Cour d'appel de Kinshasa/Matete constata que l'intimé Rachid El Chaer

avait soulevé dans ses conclusions d'appel, deux exceptions d'inconstitutionnalité :

- La première, contre la décision du 1<sup>er</sup> Juge ayant provoqué l'intervention forcée de la République ;
- La seconde contre la demande d'évocation de la cause formulée dans les conclusions respectives de l'appelant et l'autre intimé.

Par son arrêt avant dire droit, la susdite cour décréta la surséance et saisit la Cour constitutionnelle sous R.const. 245 aux fins de statuer sur les exceptions d'inconstitutionnalité ;

Par son ordonnance signée le 10 novembre 2020, Monsieur le président de cette cour désigna le Juge Nkulu Kilombo Mitumba Norbert en qualité de rapporteur et par celle du 11 novembre 2020, il fixa la cause à l'audience publique du 13 novembre 2020 ;

A l'appel de la cause à cette audience, aucune des parties ne comparut ni personne pour elles ;

Sur l'état de la procédure, la cour déclara la cause en état d'être examinée et accorda la parole :

- D'abord au Juge Nkulu Kilombo Mitumba Norbert qui donna lecture de son rapport sur les faits, la procédure et objet de la requête ;
- Enfin au Procureur général, représenté par l'Avocate Mobebe Bomana Jeanne, qui donna lecture de l'avis écrit du 1<sup>er</sup> Avocat général Mokola Pikpa Donatien tendant à ce qu'il plaise à la cour de :
- Recevoir les exceptions d'inconstitutionnalité mais de les dire non fondées ;

Sur ce, la cour clôt les débats, prit la cause en délibéré et séance tenante prononça l'arrêt suivant :

**Arrêt**

Il ressort des éléments du dossier que Monsieur Antony Nkinzo Kamole avait assigné devant le Tribunal de Grande Instance de Kinshasa/Matete, Messieurs Rachid El Chaer, les enfants Kasongo représenté par leur père ainsi que le Conservateur des titres immobiliers, cessation de trouble de jouissance de sa concession portant le numéro 946 du plan cadastral de la Commune de Limete, Quartier Kingabwa, avenue des Brasseries n°18 à Kinshasa.

A l'audience du 25 août 2015, le tribunal s'est déclaré saisi à l'égard de toutes les parties et a renvoyé la cause au 27 octobre 2015 pour régulariser la procédure à l'égard de la RDC, civilement responsable Conservateur des titres immobiliers.

Monsieur Antony Nkinzo a relevé appel de cette décision sous le RCA 9979 et les défendeurs ont formé appel incident. Dans ses conclusions d'appel, Monsieur Rachid El Chaer a soulevé deux exceptions d'inconstitutionnalité, la première contre la décision du premier juge ayant ordonné la comparution de la République, pour violation des articles 19, 21 et 54 de la Constitution, la seconde contre la demande d'évocation de la cause formulée dans les conclusions des parties, demande considérée comme contraire à l'article 21 de la Constitution.

Par arrêt avant dire droit du 12 mars 2016, la Cour d'appel a décrété la surséance et saisi la Cour constitutionnelle, conformément à l'article 162 de la Constitution.

Examinant sa compétence, la Cour note qu'aux termes des dispositions combinées de l'article 162 de la Constitution, des articles 43, 48 et 52 de la Loi organique n° 13/026 du 15 octobre 2013 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle et de l'article 63 de son règlement intérieur, elle est juge de l'exception d'inconstitutionnalité soulevée devant ou par une juridiction.

En vertu de ces dispositions, la cour se déclarera compétente pour statuer sur les exceptions d'inconstitutionnalité soulevée par Monsieur Rachid El Chaer dans la cause RCA 9979 pendant devant la Cour d'appel de Kinshasa/Matete.

En ce qui concerne la recevabilité desdites exceptions, la cour relève qu'aux termes des dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires évoquées ci-dessus, l'exception d'inconstitutionnalité doit mettre en cause un acte législatif ou réglementaire que le juge pourrait appliquer à l'affaire en instruction.

Dans le cas sous examen, la première exception vise la décision de renvoi prise par un tribunal tandis que la deuxième met en cause une demande d'évocation formulée par les parties devant la Cour d'appel.

Les deux exceptions ne visant ni un acte législatif ni un acte réglementaire, la Cour les déclarera irrecevables.

La procédure étant gratuite, conformément aux termes de l'article 96 alinéa 2 de la Loi organique n° 13/026 du 15 octobre 2013 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle, il n'y aura pas lieu à paiement des frais d'instance.

C'est pourquoi ;

Vu la Constitution du 18 février 2006 telle que révisée à ce jour, spécialement en ses articles 160 alinéa 1<sup>er</sup> et 162 ;

Vu la Loi organique n° 13/026 du 15 octobre 2013 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle, spécialement en ses articles 43, 52, 93, 95 et 96 ;

Vu le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle, spécialement en ses articles 9, 11, 54, 63 et 66 ;

La Cour constitutionnelle siégeant en matière de contrôle de constitutionnalité ;

Après avis du Procureur général ;

Se déclare compétente ;

- Déclare irrecevable les exceptions d'inconstitutionnalité soulevées par Monsieur Rachid El Chaer dans la cause RCA 9979 pendant devant la Cour d'appel de Kinshasa/ Matete ;
- Dit qu'il n'y a pas lieu à paiement des frais ;
- Dit en outre que le présent arrêt sera signifié aux parties, au Président de la République, au président de l'Assemblée nationale, au président du Sénat, au Premier ministre ainsi qu'à la Cour d'appel de Kinshasa/Matete et qu'il sera publié au Journal officiel de la République Démocratique du Congo ainsi qu'au Bulletin des arrêts de la Cour constitutionnelle.

La Cour a ainsi délibéré et statué à l'audience publique de ce 13 novembre 2020 à laquelle ont siégé Madame et Messieurs Funga Molima Mwata Evariste-Prince, président a.i, Wasenda N'songo Corneille, Mavungu Mvumbi-di-Ngoma Jean-Pierre, Nkulu Kilombo Mitumba Norbert, Bokona Wiipa Bondjali François, Mongulu T'apangane Polycarpe, Kaluba Dibwa Dieudonné, Kalume Asengo Cheusi Alphonsine, Kamuleta Badibanga Dieudonné, Juges, en présence du Procureur général représenté par l'Avocate générale Mobebe Bomana Jeanne avec l'assistance de Madame Ngalula Tshingoma Viviane, Greffière du siège.

Le président a.i

Funga Molima Mwata Evariste-Prince

Les juges

- Wasenda N'songo Corneille ;
- Mavungu Mvumbi-di-Ngoma Jean-Pierre ;
- Nkulu Kilombo Mitumba Norbert ;
- Bokona Wiipa Bondjali François ;
- Mongulu T'apangane Polycarpe ;
- Kaluba Dibwa Dieudonné ;
- Kalume Asengo Cheusi Alphonsine ;
- Kamuleta Badibanga Dieudonné ;

Greffière du siège

- Ngalula Tshingoma Viviane